



FONCTIONS
PUBLIQUES



GREVE ET MANIFESTATION

MARDI 22 MAI

TOUS MOBILISES

POUR UNE FONCTION PUBLIQUE AU SERVICE DE TOUS LES USAGERS !

Réunies le 10 avril 2018, les organisations syndicales Cfdt – CFE/CGC – CFTC – CGT – FAFP – FO – FSU – UNSA – SOLIDAIRES réaffirment qu'elles ne partagent ni l'orientation, ni la méthode, ni le calendrier proposés par le gouvernement dans son document d'orientation intitulé « *Refonder le contrat social avec les agents publics* ».

Les fédérations des fonctions publiques constatent que le modèle social basé sur des services publics républicains est remis en cause dans tous les secteurs concernés, Force est de constater que depuis plusieurs mois des luttes sont menées dans de nombreux secteurs d'activités avec des convergences public-privé, elles démontrent la mobilisation de tous les salariés.

Les organisations ne partagent pas davantage les objectifs poursuivis par le gouvernement consistant à réduire le périmètre de l'action publique avec la perspective d'abandon voire de privatisation de missions publiques.

Porteuses de propositions et de revendications, elles demandent l'ouverture de discussions sur d'autres bases. Elles exigent un dialogue social respectueux des représentants des personnels.

Le Statut général des fonctionnaires, leurs statuts particuliers et leurs régimes de retraite doivent non seulement être préservés mais aussi développés. Enfin, les organisations syndicales exigent que des dispositions soient prises pour faire respecter l'égalité professionnelle et gagner de nouveaux droits.

Le développement des missions de service public au service de l'intérêt général nécessite la création d'emplois statutaires dans les services qui en ont besoin et un nouveau plan de titularisation. Pour cela, elles décident d'organiser des rassemblements lors de la prochaine réunion traitant de cette question avec l'administration.

Les organisations rejettent le projet de suppression de 120 000 emplois et le recours accru au contrat qui dégraderont les conditions de travail des agent-es. Elles considèrent que le développement de la contractualisation constitue une attaque contre le statut de même que la possible rémunération « *au mérite* » assise sur des critères antinomiques de ceux du service public.

Après avoir obtenu un rendez-vous salarial au mois de juin, les organisations exigent que le gouvernement en donne maintenant le contenu qui doit permettre une réelle amélioration du pouvoir d'achat pour l'ensemble des fonctionnaires. Elles demandent pour cela des mesures générales sur :

Nous exigeons :

- **La fin du gel du point d'indice et sa revalorisation immédiate**
- **Le rattrapage des pertes financières subies depuis de nombreuses années**
- **L'arrêt des suppressions d'emplois**
- **Le maintien du statut et la création des postes statutaires nécessaires**
- **La titularisation de tous les contractuels**
- **Le respect de l'égalité professionnelle**
- **L'abrogation de la journée de carence**
- **La défense et la pérennisation du système de retraite par répartition**
- **La revalorisation des pensions**

Les organisations sont attachées à une Fonction publique rendant des services de qualité à toutes et tous les usager-e-s sur l'ensemble du territoire, aux valeurs et principe d'égalité, de solidarité et de justice sociale, à la nécessité aussi de conformer les agent-es dans leurs rôles et dans leurs missions.

C'est bien pour toutes ces raisons qu'elles appellent dans notre département l'ensemble des agent-es de la Fonction publique à participer massivement à la grève du 22 Mai prochain.

(Un préavis de grève national a été déposé pour permettre une large mobilisation)